

Journaliste française arrêtée à Saigon

Emotion chez les démocrates vietnamiens de Genève

C'est une fois encore l'émission «Genève à chaud» de Pascal Décaillet, sur Léman Bleu Télévision, qui en a eu la primeur genevoise: un groupe de six militants démocrates viennent d'être arrêtés au Vietnam. Parmi ces victimes de la trop célèbre police politique du régime de Hanoi, Mme Nguyen Thi Thanh Van, une journaliste française très proche du Comité Suisse Vietnam (Cosunam), basé à Genève. Familière de notre ville, Mme Van a souvent réalisé des reportages sur les événements touchant la communauté vietnamienne de Suisse. Elle travaille pour la principale radio de la communauté vietnamienne exilée, ainsi que pour un magazine en vietnamien très influent.



Mme Nguyen Thi Thanh Van, journaliste

Le Comité Suisse-Vietnam, présidé par notre rédacteur chef Thierry Oppikofer et comptant parmi ses membres de nombreuses personnalités vietnamiennes et suisses – ne citons que l'ancien maire de Genève Michel Rossetti ou l'ancien président du Municipal de la Ville Pierre Marti - a été fondé en 1990 pour promouvoir l'amitié entre Vietnamiens en exil et Suisses, et pour mobiliser l'opinion en faveur de la démocratisation du Vietnam, aujourd'hui l'un des derniers vestiges de l'univers communiste avec la Chine la Corée du Nord et Cuba. L'arrestation et la mise au secret par la police vietnamienne, le 17 novembre à Saigon, de six personnes dont deux Américains, un Thaïlandais, une Française et deux Vietnamiens, a bouleversé la communauté vietnamienne.

Action de la Ville

«Nous avons lancé un appel qui fait écho à celui de Robert Ménard, président de Reporters sans Frontières, pour exiger la libération de notre consœur Nguyen Thi Thanh Van et de ses

compagnons», explique Thierry Oppikofer. «Tous sont membres du Viet Tan, un parti d'opposition pacifique demandant la démocratisation du Vietnam. Notre pays souffre à la fois de l'impitoyable répression du système communiste et de l'intense corruption de l'argent-roi, ce qui explique que la cause démocratique vietnamienne soit moins connue et défendue que d'autres: les touristes se bousculent, les journalistes voient pousser des golfs et sont invités par de souriants officiels, chacun fait ses petites affaires tandis que certains enfants crèvent de faim et que les prisons se remplissent», souligne Nguyen Tang Luy, secrétaire général du Cosunam.

Manuel Tornare, conseiller administratif de la Ville de Genève, a confirmé vendredi à Thierry Oppikofer qu'il allait écrire à l'ambassade vietnamienne près l'ONU pour demander la libération de Mme Van et de ses amis. Après la signature d'un traité d'amitié entre Genève et l'ex-Saigon, grâce aux efforts conjugués du maire «Alliance de Gauche» Christian Ferrazino en 2004 et de son collègue «Parti du Travail» André Hédiger, en 2006, il est évident que les gouvernants vietnamiens devraient être sensibles à une remontrance de cette ville «amie» qui se présente aussi comme l'une des capitales des droits de l'homme. Les dernières nouvelles, soit l'arrestation jeudi d'un septième militant démocrate, ont cependant tendance à doucher l'optimisme des responsables du Cosunam.

Vincent Naville